



AGRICULTURE

Des consommations de viandes et de légumes frais en recul, des productions

en baisse elles aussi et des prix qui ne redécollent pas : une année 2004 pleine d'incertitudes, sur fond de réforme de la PAC, d'élargissement de l'UE et de libéralisation du commerce mondial.

La production laitière, dont le Finistère est le 4^e producteur français avec 1.1 Mds de litres et 4 000 livreurs, est concernée au premier chef par la réforme de la PAC dite de Luxembourg. Une Aide Directe Laitière (ADL) se met en place sur 3 ans dont l'objet est de compenser la moitié de la baisse des prix minima des Produits Industriels (PI), beurre (-25%) et poudre de lait (-15%). Si ces PI représentent seulement 30% de la valorisation du lait en moyenne nationale, c'est plus de 40% en Bretagne. Toutes les laiteries ont donc anticipé le versement de cette ADL fin 2003/début 2004 en réduisant le prix du lait (-3%). Cette situation a provoqué des réactions des éleveurs, confrontés à une baisse cumulée de 10% depuis 2002.

Dans ce contexte, les aides à la cessation laitière de l'État ont eu du succès. D'autant que le découplage de l'ADL en 2006 permet d'envisager un arrêt de la production laitière sans perte de l'aide pour l'exploitation. Par ailleurs les éleveurs de bovins ont normalement jusqu'à fin décembre 2005 pour déposer leur dossier de subventions de mises aux normes environnementales du Programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) 2.

Or, à peine 1/4 d'entre eux avaient fait la démarche au 1^{er} trimestre 2005 risquant de devoir investir sans subventions ultérieurement. Chez certains, l'heure est donc à l'attente tandis que d'autres, confiants dans le maintien des quotas jusqu'en 2014, s'agrandissent pour amortir leurs coûts de mises aux normes et réduire leur temps de travail (astreinte de traite biquotidienne). Cependant, comme l'a montré l'étude de juillet 2004 du Bureau d'études Chambre d'Agriculture - CER sur les stratégies d'adaptation des exploitations laitières, l'avenir dépend avant tout de la cohérence des systèmes de production et leur maîtrise des postes de coût de production, quelle que soit la taille globale de l'élevage.

Porc : lente sortie de crise et résorption avancée

La détente des prix est réelle et générale en Europe en 2004. Elle s'accompagne d'une légère baisse des abattages (-2%) en Bretagne. La consommation française recule à nouveau de 5%, ce qui montre que l'ajustement de la production n'est pas encore terminé. La bonne surprise est venue de la demande des nouveaux états membres de l'UE, dont les im-

portations sont soutenues depuis leur entrée. Les éleveurs s'efforcent également de profiter de cette conjoncture moins défavorable pour engager la résorption de leurs excédents d'azote, sur la base de projets individuels ou semi-collectifs, après l'échec de plusieurs projets collectifs refusés par la population et l'État. Fin 2004, 7 084 t soit 47% des excédents finistériens sont effectivement résorbés (cf. graphique 1). De nouvelles discussions sont en cours pour la prise en compte du phosphore dans les études Installations Classées. La profession espère qu'elles ne vont pas remettre une nouvelle fois en cause et différer les projets de mise aux normes des exploitations visées.

Aviculture : une année de répit

Après la forte chute de 1999 et de 2002, les abattages de volailles (poulets et dindes) dans le Finistère ont encore diminué de 4%. Les prix se sont mieux tenus pour les éleveurs en revanche. La consommation nationale est toujours en recul, sauf pour les produits élaborés (charcuterie, plats cuisinés). De manière globale, les exportations françaises ont régressé d'un tiers : le solde passant de 655 000 à 440 000 t entre 2002 et 2004. L'annonce dans l'accord-cadre de l'OMC d'août 2004, du principe d'une élimination totale des subventions à l'exportation - dont l'échéance exacte sera négociée courant 2005 - vient confirmer la fragilité de la branche "poulet export". Premier concerné, avec deux groupes (Doux et Unicopa) et deux abattoirs (Châteaulin, Guerlesquin), le Finistère est clairement engagé dans une course pour une diversification des débouchés et le maintien de la production.

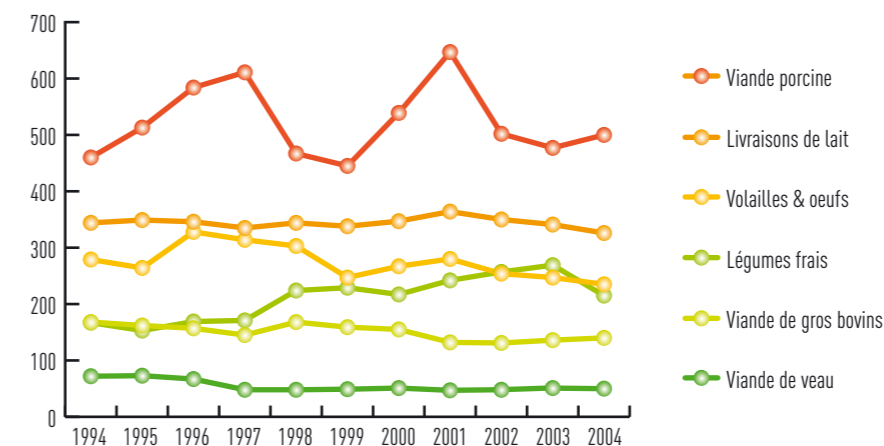
Légumes : année "blanche" pour le chou-fleur

En 2004 les deux principaux légumes par leur surface, choux-fleurs et artichauts, environ les 3/4 de la sole légumière, ont été en crise. Les calendriers de récolte de ces légumes sont très dépendants des conditions climatiques avec des risques de télescopage des maturités, en période douce notamment. C'est ce qui est arrivé au printemps en choux-fleurs d'hiver et artichauts (15 M de têtes et

8 500 t d'invendus respectivement) et en novembre en choux-fleurs d'automne, sans trouver de débouchés vers la surgélation. La période de froid et de pénurie qui s'en est suivie durant l'hiver 2004-2005 a provoqué une flambée des cours. Globalement sur 2004, le chiffre d'affaires des légumes a régressé de près de 20%. Par ailleurs, l'élargissement à l'Est a des effets déstabilisants sur les productions légumières, en frais comme en transformées. La Pologne se révèle un nouveau concurrent en chou-fleur, tomate et des industriels d'Europe de l'Ouest (Bonduelle...) se sont implantés à l'Est pour transformer des légumes de plein champ. Les surfaces agricoles disponibles et le coût de la main

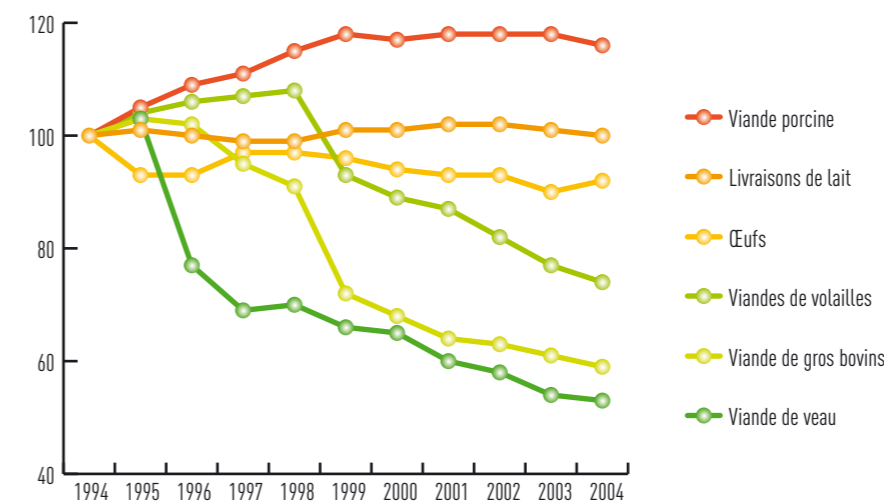
d'œuvre plus faible sont évidemment deux atouts mais aussi le potentiel de consommation. À l'inverse, la Bretagne doit continuer de jouer sur la douceur relative de ses hivers, la diversité de sa gamme et sur la qualité-traçabilité de ses légumes auprès des distributeurs européens.

GRAPHIQUE 2 • Valeur des principales productions du Finistère
Total 2004 = 1,95 milliards d'euros



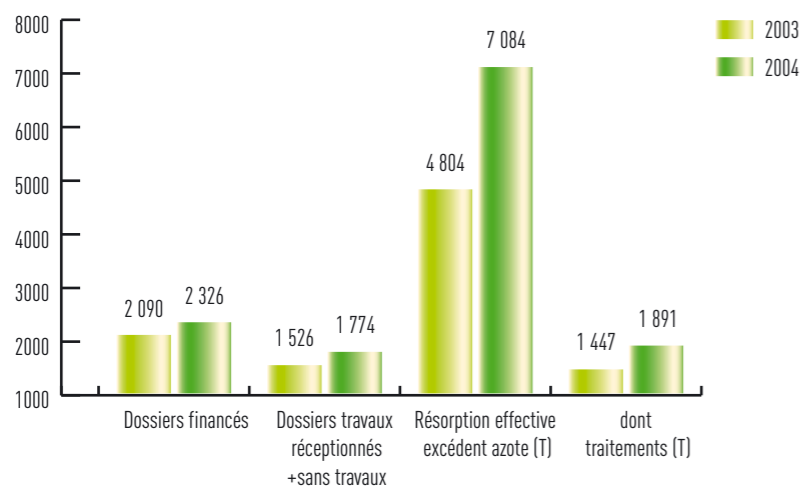
Source : DDAF 29
Stabilité du chiffre d'affaires de la production porcine et de viandes bovines (gros bovins et veaux).
Baisse pour les autres productions animales (lait, volailles de chair et œufs) et surtout pour les légumes frais : -20% en 2004.
L'ensemble de la Ferme Finistère voit son C.A global reculer d'environ 3% en 2004.

GRAPHIQUE 3 • Évolution des volumes de productions animales du finistère



Source : DDAF 29
Essentiellement liée à l'évolution du cheptel laitier, la production de viande bovine poursuit son lent recul comme au niveau français et européen, puisque l'UE est devenue structurellement déficitaire en 2004 pour la première fois depuis des décennies.
Hormis le lait, sous quota, seules les productions d'œufs et de porc peu encadrées se maintiennent en longue période.

GRAPHIQUE 1 • Avancement de la mise aux normes des élevages et de la résorption des excédents d'azote en Finistère



Source : DDAF 29
1 774 exploitations d'élevage ont terminé leur mise aux normes avec le 1^{er} PMPOA et 550 sont en cours. Le PMPOA 2 estime le nombre d'élevages restants, plus petits, aux alentours de 2 700. L'ensemble des diagnostics, préalable au financement, doit être déposé pour fin 2005 et les délais de réalisation des travaux sont généralement de 2 ans.

L'agriculture face à la pression foncière

“ En quoi la pression foncière est-elle une menace pour les activités agricoles ?

La migration des populations vers les communes rurales fragilise les équilibres socio-professionnels locaux. Dans notre département, 3 hectares de terres agricoles disparaissent chaque jour. Parallèlement les besoins d'espace à des fins de loisirs font grimper le prix du foncier alors que les revenus agricoles sont en baisse. Cette érosion des espaces et des hommes qui y travaillent est une menace pour l'activité économique agricole et agroalimentaire

La Chambre d'agriculture s'investit donc fortement dans les démarches d'aménagement du territoire...

Au travers des PLU et des SCOT, une question est posée :

« quel territoire veut-on pour les 10 à 15 ans à venir ? » La Chambre d'agriculture s'y investit de façon « pro-active » et anticipatrice et propose un outil efficace, le diagnostic agricole. Nous construisons aussi en partenariat avec l'état et les collectivités, une charte de gestion de l'espace rural pour un partage équilibré et raisonné du territoire. ”

Jacques Jaouen
Président de la Chambre d'Agriculture du Finistère